

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

MARS 2017

ARST_2017_024	MANIFESTATION SPORTIVE 21EME TRANSMONTAGNE _ DIMANCHE 12 MARS 2017	1-2
ARST_2017_025	TX RUE JEAN MOULIN EUROVIA _ 06/03/2017	3-4
ARST_2017_026	TX CHAHINE ECHAFAUDAGE RUE F. DOLTO DU 27/03 AU 12/04_10/03/2017	5-6
ARST_2017_027	TX SETELEN 98 RUE M. GUILLOT REMPL. POTEAU_15/03/2017	7-8
ARST_2017_028	CEREMONIE DU 16/03/2017 CESSEZ LE FEU EN ALGERIE INTERDICTION STATIONN. ET CIRCULATION_15/03/2017	9-10
ARST_2017_029	TX EIFFAGE REFECTION PARKING KENNEDY_15/03/2017	11-12
ARST_2017_030	CARNAVAL LE 2 AVRIL 2017_17/03/2017	13-14
ARST_2017_031	TX TSGM 33 RUE DE LONGVIC RACC. ASSAINISSEMENT_17/03/2017	15-16
ARST_2017_032	DEMENAGEMENT ID'EES 21 6 BD DE L. DE TASSIGNY ET 10 RUE E. RENAN_17/03/2017	17-18
ARST_2017_033	TX SOCATER 27 RUE DE MARSANNAY BRANCHEMENT GRDF_17/03/2017	19-20

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la manifestation sportive « 21ème TRANSMONTAGNE » organisée par l'association ADOC, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation sur certaines voies communales.

ARRÊTE

Article 1 :

Cet arrêté déroge à l'arrêté du Maire n°156 du 17 décembre 2014, à titre exceptionnel.

Article 2 :

La circulation sera momentanément interrompue le dimanche 12 mars 2017 de 11 h 00 à 15 h 00, du n°5 rue Général Giraud jusqu'à hauteur du parking du cimetière .
La plateforme de stationnement, sur l'esplanade du Chapitre, est ouverte pour accueillir les participants de la manifestation organisée par l'association ADOC de 7h00 à 15h00. Le stationnement des véhicules est donc strictement interdit pendant cette tranche horaire, pour les visiteurs du marché dominical.

Article 3 :

Un libre accès devra être assuré aux riverains ainsi qu'aux services de sécurité et de secours encadrés par les organisateurs, dans le secteur concerné.

Article 4 :

Cet arrêté est exécutoire le dimanche 12 mars 2017 de 7 h 00 à 15 h 00.

Article 5 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 6 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association ADOC.

Article 7 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Monsieur le Président de l'association ADOC,
SDIS,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic BAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réfection de tranchée définitive sur trottoir en enrobés, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules au droit de la rue Jean Moulin.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise EUROVIA est autorisée à intervenir au droit de la rue Jean Moulin pour des travaux de réfection de tranchée définitive sur trottoir en enrobés.
Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 6 au 8 mars 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EUROVIA sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EUROVIA, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise EUROVIA,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 3 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de rénovation de façades par l'entreprise CHAHINE PEINTURE ISOLATION, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public au droit des travaux rue Françoise Dolto.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise CHAHINE PEINTURE ISOLATION est autorisée, dans le cadre de ses travaux de rénovation de façades d'un bâtiment situé 32 bd M^{pl} de Lattre de Tassigny, à occuper le domaine public et à mettre en place un échafaudage sur la rue Françoise Dolto (sur pignon du bâtiment).

L'entreprise devra procéder à la protection des végétaux avec une bâche plastique ou tout autre moyen technique pour éviter toute projection de peinture ou autre produit qui pourrait nuire aux végétaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 27 mars au 12 avril 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise CHAHINE PEINTURE ISOLATION sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise CHAHINE PEINTURE ISOLATION, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise CHAHINE PEINTURE ISOLATION,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 10 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de remplacement de poteau par l'entreprise SETELEN, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation au droit du 98 rue Maxime Guillot.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SETELEN est autorisée à intervenir au droit du 98 rue Maxime Guillot pour des travaux de remplacement de poteau, suivant la permission de travaux du 06/03/2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Une restriction de circulation sera mise en place avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 20 mars 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SETELEN sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SETELEN, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SETELEN,
Police Municipale,
KEOLIS DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 15 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la 55^{ème} cérémonie commémorative du «Cessez-le-feu en Algérie» le dimanche 19 mars 2017, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement est interdit, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 9h00 à 12h00.

Article 2 :

La circulation est interdite pendant la durée de la cérémonie et du défilé à partir de 11h00 :

- rue du 11 Novembre 1918,
- rue Jules Blaizet,
- place du Monument,
- place Anne Laprêvote.

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire le dimanche 19 mars 2017.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

La protection du circuit et la signalisation correspondante seront fournies et mises en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies)
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 15 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réfection du parking du Centre Commercial Kennedy par l'entreprise EIFFAGE ROUTE, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur ce parking.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise EIFFAGE ROUTE est autorisée à intervenir sur le parking du Centre Commercial Kennedy pour des travaux de rénovation générale du parking, suivant la permission de travaux du 06/03/2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.
Les travaux se dérouleront en 3 phases avec maintien d'une partie des places de stationnement suivant l'avancement des travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 23 mars au 7 avril 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EIFFAGE ROUTE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EIFFAGE ROUTE, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise EIFFAGE ROUTE,
Monsieur le Responsable du Cabinet LAURIN,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 15 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une Cavalcade par le Collectif Carnaval le dimanche 2 avril 2017, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

ARRÊTE

Article 1 :

La circulation sera interdite :

Pendant les animations de **14h15 à 17h00** :

- Rue Armand Thibaut (du n° 1 au n° 17 de la rue)
- Place Pierre Meunier
- Rue Antoine de Saint Exupéry (du Cèdre à la rue Armand Thibaut)

Pendant le passage du cortège de **16h15 à 17h00** :

- Départ rue Armand Thibaut (depuis la place Pierre Meunier)
- Rue Alfred Changenet (devant la Poste)
- Rue Jean Druet
- Boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny (du n° 1 à l'Esplanade du Chapitre)
- Arrivée Esplanade du Chapitre

Article 2 :

Le stationnement sera interdit sous peine d'enlèvement des véhicules :

- Parking de l'Esplanade du Chapitre de **7h00 à 19h00** (par dérogation à l'arrêté du Maire n° 156 du 17/12/2014, à titre exceptionnel)
- Parking de la place Pierre Meunier de **8h00 à 18h00**
- Rue Armand Thibaut devant la Poste
- Boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny (du 1 au 5 de la rue)

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire le dimanche 2 avril 2017.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte

grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Un libre accès devra être assuré aux riverains ainsi qu'aux services de sécurité et de secours encadré par les organisateurs dans le secteur concerné.

Article 6 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera fournie par les services techniques et mise en place par les organisateurs sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 7 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Affaires Culturelles,
Madame Violette SOCQUARD, Collectif Carnaval,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
KEOLIS Dijon, Monsieur TENO Siméon,
KEOLIS Dijon, Monsieur BILLON Marc,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 17 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement assainissement par l'entreprise TSGM, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation au droit du 33 rue de Longvic.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise TSGM est autorisée à intervenir au droit du 33 rue de Longvic pour des travaux de branchement assainissement, suivant la permission de travaux du 22/02/2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Une restriction de circulation sera mise en place avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 20 mars au 24 mars 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise TSGM sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise TSGM, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise TSGM,
Police Municipale,
KEOLIS DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 17 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement par l'entreprise ID'EES 21 au 6 boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny et au 10 rue Ernest Renan, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement et d'un emménagement, il convient de réserver des emplacements pour le stationnement du camion de déménagement :

- 20 ml de stationnement au droit du n° 6 boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny (sur le trottoir),
- 20 ml de stationnement au droit du 10 rue Ernest Renan.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le vendredi 24 mars 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise ID'EES 21,
CTM,
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 17 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement GRDF par l'entreprise SOCATER, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation au droit du 27 rue de Marsannay.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise SOCATER est autorisée à intervenir au droit du 27 rue de Marsannay pour des travaux de branchement GRDF, suivant la permission de travaux du 17/03/2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Une restriction de circulation sera mise en place avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 20 mars au 24 mars 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SOCATER sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SOCATER, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SOCATER,
Police Municipale,
KEOLIS DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 17 mars 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD